

Protection de l'Enfance en danger, méprisée et abandonnée

Mobilisons-nous pour une politique de
Protection de l'Enfance digne et humaine



Le 06 juillet 2021, un article du journal Mediapart faisait éclater au grand jour la déliquescence de la Protection de l'Enfance dans le Loiret à la charge des élus du Conseil Départemental, le défaut de soins apportés aux enfants, le mal-être des salarié.e.s à bout de souffle .

Pourtant, cela fait plusieurs années que les différent.e.s professionnel.le.s de la Protection de l'Enfance du Loiret alertent élus politiques et directions sur les conditions dramatiques et inadaptées de prise en charge des enfants pourtant en danger.

Il y a 2 ans, nous étions près de 500 travailleur.se.s à battre le pavé à Orléans et à nous mobiliser pour dénoncer les responsabilités des élus de la majorité du Conseil Départemental quant aux conditions d'accueil des enfants qui ne leur garantissaient pas des soins adaptés et cesser de maltraiter l'Enfance maltraitée. Après plusieurs manifestations, et malgré nos relances et alertes, le Département ne nous a pas donné de réponses et les mesures n'ont pas été à la hauteur de la situation.

Au contraire, les conditions se sont dégradées, notamment avec l'ouverture de gîtes pour accueillir les mineurs confiés, et ce malgré les nombreuses remontées sur les dysfonctionnements constatés par l'ensemble des professionnel.le.s.

Trop c'est trop ! La CGT et l'ensemble des professionnel.le.s de la Protection de l'Enfance prendront leurs responsabilités pour que cesse dans les plus brefs délais cette maltraitance institutionnelle des enfants en danger pourtant confiés au Conseil Départemental.



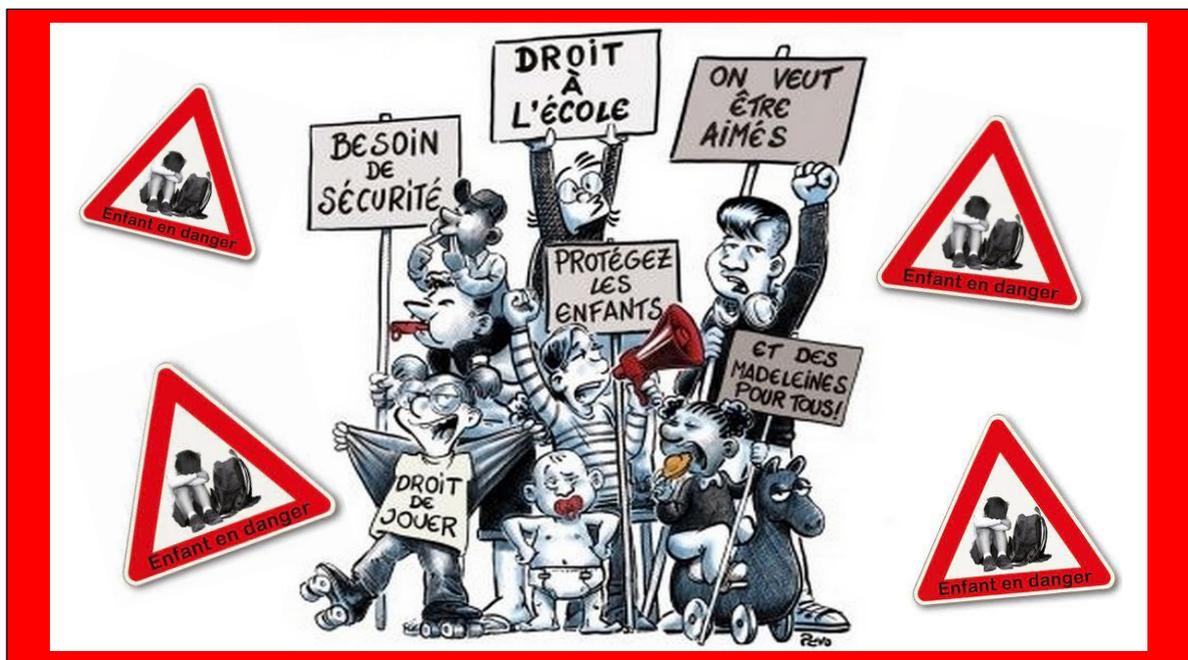
Appel à la mobilisation et à la grève

de tou.te.s les travailleur.se.s de la protection de l'enfance du Loiret

JEUDI 21 OCTOBRE 2021 à 10H30

devant le conseil départemental, 15 rue Eugène Vignat à Orléans

Conférence de presse, témoignages, restauration sur place



Dès novembre 2019, une lettre ouverte écrite par les professionnels de terrain décrivait un état des lieux précis catastrophique de la Protection de l'Enfance dans le Loiret. Elus du Département, directions, préfet et Adrien TAQUET (secrétaire d'Etat à la protection de l'enfance) en ont été destinataires. Aucune réponse ne nous a été apportée, malgré l'engagement d'Adrien TAQUET...

Le constat reste très inquiétant et les choses ne cessent de se dégrader !

Etat des lieux aujourd'hui :

- Manque criant de places d'hébergement faisant suite aux fermetures massives de foyers, et manque de structures de soins adaptés aux problématiques des enfants,
- Décisions judiciaires bafouées (placements non effectifs ou inadaptés, retours d'enfants à leur domicile contre avis du Juge des Enfants, placements dans des hôtels...),
- Cohabitation forcée d'enfants agressés sexuellement avec d'autres enfants agresseurs, faute de places,
- Ruptures multiples dans le parcours des enfants placés parfois la conséquence de placements inadaptés,
- Problèmes de recrutement liés à une politique délétère en Protection de l'Enfance (postes vacants, recrutement de personnel non qualifié...).

La CGT revendique :



- Des ouvertures d'établissements adaptés à la prise en charge des enfants en danger,
- Une réelle prise en considération des professionnel.le.s de terrain et de leur savoir-faire,
- Des moyens humains à la hauteur des besoins constatés par ces mêmes professionnel.le.s,
- Des conditions de travail décentes pour faciliter le recrutement et fidéliser les salariés (*multiples départs et arrêts maladie à cause des conditions de travail*)
- Des conditions de prise en charge humaines et dignes pour garantir la protection des enfants.

Contact : 06.62.55.62.18 / cgt@loiret.fr

